REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2014
NOTE DE SYNTHESE
(article 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales)

I – COMPTE-RENDUS DE LA REUNION DU 16 AVRIL

adopté à l'unanimité

II – BUDGET COMMUNAL

a) compte administratif 2013

adopté à l'unanimité – *annexe 1*

b) affectation des résultats

adopté à l'unanimité

	RESULTAT CA 2012	exercice 2013	RESULTAT COMPTABLE CUMULE	RESTES A REALISER 2013	CHIFFRES A PRENDRE EN COMPTE POUR L'AFFECTATION DU RESULTAT
INVESTISSEMENT					
Dépenses		682 138,10 €		381 120,43 €	
Recettes		1 697 337,98 €		350 140,89 €	
RESULTAT	-853 025,99 €	1 015 199,88 €	162 173,89 €	- 30 979,54 €	131 194,35 €

	RESULTAT				
FONCTIONNEMENT					
Dépenses		3 007 658,11 €			
Recettes		3 031 120,90 €			
RESULTAT	73 852,06 €	23 462,79 €	97 314,85 €		97 314,85 €

Décide d'affecter le résultat comme suit :

EXCEDENT GLOBAL CUMULE A AFFECTER AU 1899	97 314,85 €
Affectation obligatoire : A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068)	
Solde disponible affecté comme suit : Affectation complémentaire en réserves (c/ 1068) Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002)	97 314,85 €
Total affecté au c/ 1068 :	
Déficit à reporter (ligne 002) Excédent à reporter (ligne 002)	97 314,85 €
Déficit investissement à reporter (ligne 001) Excédent investissement à reporter (ligne 001)	162 173,89 €

c) approbation du compte de gestion 2013

Le conseil municipal a approuvé à l'unanimité le compte de gestion de Monsieur le Percepteur de MARLY LEZ VALENCIENNES.

d) budget primitif 2014

adopté à l'unanimité – *annexe 2 et 3*

e) vote des taux d'imposition 2014

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2121-29 et L 2311-1 et suivants, L 2312-1 et suivants, L 2331-3,

Vu le Code Général des Impôts et notamment ses articles 1636 B sexies et 1336 B septies,

Vu la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale,

Vu les lois de finances annuelles,

Vu l'état n° 1259 portant notification des bases nettes d'imposition des quatre taxes directes locales et des allocations compensatrices revenant à la commune pour l'exercice 2010,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

Fixe les taux d'imposition pour l'année 2014 comme suit en décidant d'appliquer une variation proportionnelle de coefficient : 1,000 000.

	TAUX 2013	TAUX 2014	BASES	PRODUIT
Taxe d'habitation	23	23	2 891000	664930
Foncier Bâti	17,71	17,71	2 198000	389266
Foncier non Bâti	86,41	86,41	81400	70338
TOTAL				1 124534

f) vote des subventions aux associations

adopté à l'unanimité

ART 65748 SUBVENTIONS 2014

SOCIETES	FONC	REALISATIONS 2013	PROP 2014	EXCEPT	FADL	TOTAL
AMBRE	20EN	100,00	100,00			100
Amicale des Donneurs de Sang	524 AS	255,00	255,00			255
Amicale du Personnel Communal	020 AG	6 462,00	5 750,00			5750
Amicale Laïque	30 SCB	4 885,00	4 800,00			4800
Amicale résidents Jeanne de Valois	524AS	0	30,00			30
Amicale secouristes - Croix-rouge	524 AS	100,00	110,00			110
Arpège	30 SCB	0	30,00			30
ASPM	30 SCB	700,00	550,00			550
Ass Dép ACVG-CATM	524 AS	460,00	460,00			460
Association bucco-dentaire	20EN	471,46	800,00			800
Association des Papillons Blancs	524 AS	810,00	810,00			810
Association Jardins Familiaux	30SCB	200,00	200,00			200
Association Pain d'epices	524 AS	77 000,00	71 000,00			71000
Association technopole Vals	020 AG	500,00	500,00			500
Avec des ailes	30SCB	150,00	150,00			150
Body moove	40 SP	0	30,00			30
CAPER Thiant	524 AS	150,00	150,00			150
Club des 3x20	524 AS	500,00	500,00			500
Comité des Fêtes de L'En-Dessous	30SCB	2 500,00	-			0
Commune libre En-Haut	30SCB	5 200,00	4 200,00			4200
Confédération Français Musulmans	30SCB	1 525,00	1 525,00			1525
DDEN	20EN	50,00	50,00			50
Denain Athlétic Club	40 SP	360,00	360,00			360
Entraide&loisirs Restos du Cœur	524 AS	750,00	750,00			750
Evolumaing	40 SP	0	30,00			30
Football Club maingeois	40SP	11 250,00	11 000,00		250,00	11250
Image Animation Maingeoise	30 SCB	600,00	600,00			600
La boule maingeoise	40SP	1 000,00	500,00			500
La Prévention routière	524 AS	0	150,00			150
LES MAINGOVALES	30 SCB	20 600,00	10 000,00	720,00	10 000,00	20720
Musique municipale	30 SCB	12 900,00	12 900,00			12900
Restos du cœur	524AS	546,00	546,00			546
Secours Catholique	524AS	650,00	650,00			650
Section Locale FNACA	524AS	610,00	610,00			610
Société Colombophile "Le Rapide"	40 SP	1 400,00	1 400,00			1400
Société de Chasse	40 SP	800,00	800,00			800
société education populaire	30 SCB	-	1 000,00			1000
tennis club maing	40 SP	2 500,00	1 600,00			1600
Vélo maingeois tout-terrain	40 SP	500,00	500,00			500
Volley ball maing	40 SP	1 500,00	1 500,00			1500
TOTAL		157 984,46	136 896,00	720,00	10 250,00	147866

III - JURY CRIMINEL – FORMATION DE LA LISTE POUR 2015

L'article 261 du Code de Procédure Pénale prescrit que dans chaque commune le Maire tire au sort publiquement à partir de la liste électorale un nombre de noms triple de celui fixé par l'arrêté préfectoral en vue de dresser la liste préparatoire de la liste annuelle des jurés d'assise soit 9 personnes au total.

Les personnes suivantes ont été tirées au sort.

SAID Mohamed né le 26 août 1969 à MAING
5, Avenue des Pâquerettes 59233 MAING

CACHOIRE Raymond né le 31 octobre 1948 à MAING
55, résidence Dangréaux 59233 MAING

CARLIER Marie née le 17 décembre 1985 à VALENCIENNES
310, rue Henri Bantegnie 59233 MAING

CHABOT Marie-Christine née le 4 octobre 1962 à MAING
95, rue des Marais 59233 MAING

DERSELLE Jérôme né le 15 septembre 1974 à VALENCIENNES
67, rue des Marais 59233 MAING

GUILLEZ Fanny née le 18 avril 1971 à VALENCIENNES
55, rue Alphonse Dangréaux 59233 MAING

AVRIL Valérie née le 10 janvier 1970 à VALENCIENNES
15, rue du 19 mars 1962 59233 MAING

COCQUYT Chantal née le 2 décembre 1950 à TRITH-SAINT-LEGER
43, rue Roger Salengro 59233 MAING

BAILLEUX Carole née le 13 août 1972 à VALENCIENNES
24A, rue Léon Rucart 59233 MAING

IV – ENSEIGNEMENT – RESTAURATION SCOLAIRE – MODIFICATION DU TARIF DE PARTICIPATION DES FAMILLES

Vu le décret n° 87-654 du 11 août 1987 modifié par le décret n°2000-672 du 19 juillet 2000 relatif aux prix de la restauration scolaire pour les élèves de l'enseignement public et l'arrêté ministériel du 10 juin 2004 définissant le taux d'évolution autorisé (2%),

le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Décide de modifier le tarif de participation des familles comme suit, avec effet au 15 août 2014.

Catégorie	REVENUS	MATERNELLE	PRIMAIRE
		2014/2015	2014/2015
1	C.C.A.S.	1,40 €	1,72 €
2	Non imposables	2,70 €	2,89 €
3	Imposables	3,66 €	3,90 €
4	Extérieurs	3,78 €	4,07 €
	Adultes	4,26 €	
	Personnel communal	2,98 €	

A compter de 3 enfants inscrits en cantine, le prix maternelle es accordé à la famille pour tous les enfants.

vote : à l'unanimité.

V – ENSEIGNEMENT – GARDERIE PERISCOLAIRE - MODIFICATION DU TARIF DE PARTICIPATION DES FAMILLES

Il est proposé au conseil municipal d'adopter les tarifs suivants à compter du 15 août 2014 :

CATEGORIES	1er ENFANT	2 ENFANTS INSCRITS PRIX PAR ENFANT	3 ENFANTS OU PLUS PRIX PAR ENFANT
	2014/2015	2014/2015	2014/2015
C.C.A.S.	0,57 €	0,54 €	0,51 €
NOM IMPOSABLES	0,75 €	0,71 €	0,68 €
IMPOSABLES	0,79 €	0,76 €	0,72 €
EXTERIEURS	0,85 €		

Ces tarifs sont appliqués pour une demi-heure de garderie.

Le Conseil Municipal, entendu ce qui précède, décide à l'unanimité d'adopter le tarif proposé.

VI- ASLH ET ANIMATIONS PETITES VACANCES – ORGANISATION ET REMUNERATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

Pour le CLSH et les animations des petites vacances, il est proposé d'adopter l'organisation et les tarifs suivants à compter du 01/07/2014 :

Concernant l'organisation :

- d'organiser un centre de loisirs sans hébergement à Maing du 7 juillet au 1er août 2014 pour les enfants de 3 à 17 ans révolus
- de mettre en oeuvre des animations de petites vacances pendant les vacances scolaires de Toussaint et Noël 2014, de février et Pâques 2015, pour les enfants de 3 à 12 ans révolus
- d'organiser un camps d'ados de deux semaines en Espagne pour des jeunes de 14 à 17 ans durant les vacances d'été 2014

Concernant le recrutement :

- d'autoriser le recrutement et l'embauche du personnel d'encadrement nécessaire au regard de la réglementation, du nombre de jeunes fréquentant ces structures d'accueil et en considération de l'organisation pédagogique. La structure d'encadrement suivante semble nécessaire :

Emploi de :

- 1 directeur diplômé
- 2 directeurs adjoints diplômés ou stagiaires
- 1 animateur diplômé responsable de base
- 1 animateur diplômé ou stagiaire par tranche de 8 enfants de 3 à 6 ans et par tranche de 12 enfants âgés de plus de 6 ans
- des bénévoles selon les besoins

Le maire sera mandaté pour pourvoir à ces emplois en fonction des besoins et de la réglementation. Il précise cependant qu'il n'intervient pas dans les choix des animateurs effectués par les directeurs sur examen des compétences.

Concernant la rémunération du personnel d'encadrement :

Les rémunérations sont calculées sur la base de la grille indiciaire d'animation de la fonction publique territoriale et suivront les évolutions des traitements de la fonction publique territoriale :

- directeur diplômé : IM 380 – IB 430
- directeur adjoint ou stagiaire : IM 340 – IB 367
- animateur responsable de base : IM 319 – IB 337
- animateur diplômé : IM 317 - IB 334
- animateur stagiaire : IM 316 – IB 330

Ces bases de rémunération s'entendent toutes indemnités comprises.

Pour le centre de loisirs sans hébergement :

Le directeur diplômé recevra une rémunération forfaitaire brute de base par jour de travail de 81,20 €. La rémunération pour préparation et liquidation du CLSH sera comptabilisée pour 2 journées de travail. (80,99 € en 2013)

Le directeur adjoint ou stagiaire recevra une rémunération forfaitaire brute de base par jour de travail de 72,66 €. (72,23 € en 2013)

Les animateurs diplômés chargés d'une responsabilité particulière percevront une rémunération forfaitaire brute de base par jour de travail de 68,17 €. (68,17 € en 2013)

Les animateurs diplômés percevront une rémunération forfaitaire brute de base par jour de travail de 67,74 €. (66,88€ en 2013)

Les animateurs stagiaires percevront une rémunération forfaitaire brute de base par jour de travail de 67,53 €. (66,03 € en 2013)

Les animateurs appelés à encadrer les mini-camps percevront une indemnité forfaitaire brute par nuit de 15 €. (14 € en 2013)

L'animateur responsable de base percevra, lors du centre de juillet, une indemnité forfaitaire maximale pour ses dépenses de carburant de 62,00 € - sur présentation d'un relevé des déplacements effectués et des factures relatives à l'achat dudit carburant. (60,00 € en 2013)

Le ou les directeurs recevront, lors du centre de juillet, une indemnité forfaitaire maximale pour leurs dépenses de carburant de 124,00 € - sur présentation d'un relevé des déplacements effectués et des factures relatives à l'achat dudit carburant. (120,00 € en 2013)

Pour les animations de petites vacances :

Compte tenu du temps de préparation nécessaire, le directeur diplômé recevra une rémunération forfaitaire brute de base par demi-journée de travail (4 heures) de 46,40 €. (46,28 € en 2013)

Pour le même motif, le directeur stagiaire recevra une rémunération forfaitaire brute de base par demi-journée de travail (4 heures) de 41,52 €. (41,27 € en 2013)

Les animateurs diplômés percevront une rémunération forfaitaire brute de base par demi-journée de travail (3 heures) de 29,03 €. (28,66 € en 2013)

Les animateurs stagiaires percevront une rémunération forfaitaire brute de base par demi-journée de travail (3 heures) de 28,94 €. (28,30 € en 2013)

Le ou les directeurs recevront une indemnité forfaitaire maximale pour leurs dépenses de carburant de 62,00 € - sur présentation d'un relevé des déplacements effectués et des factures relatives à l'achat dudit carburant. (60,00 € en 2013)

vote : à l'unanimité.

VII- ALSH ET ANIMATIONS PETITES VACANCES – TARIF DE PARTICIPATION DES FAMILLES

Vu les crédits ouverts au budget communal aux articles 6228/421 et 6042/421,
le conseil municipal à l'unanimité, décide :

a) d'organiser un accueil de loisirs sans hébergement à MAING du 7 juillet au 1er août 2014 pour les enfants de 3 à 17 ans révolus et un séjour adolescents de deux semaines en Espagne pour 15 jeunes de 14 à 17 ans.

b) de mettre en oeuvre des animations de petites vacances pendant les vacances scolaires de février, Pâques, Toussaint et Noël, pour les enfants de 3 à 12 ans révolus.

c) d'adopter les tarifs suivants au 1er juillet 2014

PETITES VACANCES TARIFS 2014/2015

	ENFANTS DE 3 A 12 ANS		
	RESIDANT A MAING		
	1er enfant	2ème enfant	3ème enfant et plus
C.C.A.S.	3,1	2,27	2,25
REGIME GENERAL NON IMPOSABLE	3,42	2,62	2,56
REGIME GENERAL IMPOSABLE	3,92	3,47	3
	RESIDANT DANS UNE AUTRE COMMUNE		
REGIME GENERAL	7,2	6,71	6,16

VACANCES ETE 2014 - TARIFS 2014

	ENFANTS DE 3 A 13 ANS			JEUNES DE 14 A 17 ANS		
	RESIDANT A MAING					
	1er enfant	2ème enfant	3ème enfant et plus	1er enfant	2ème enfant	3ème enfant et plus
C.C.A.S.	4,45	3,9	3,5	5,02	4,5	3,97
REGIME GENERAL NON IMPOSABLE	5,46	4,67	4,17	6,01	5,12	4,65
REGIME GENERAL IMPOSABLE	5,84	5,36	4,96	6,41	5,97	5,46
	RESIDANT DANS UNE AUTRE COMMUNE					
REGIME GENERAL	11,8	10,71	9,39	14,2	13,1	11,8

CAMPS D'ADOS

	1er enfant	2ème enfant	3ème enfant et plus
C.C.A.S.	241	236	226
NOM IMPOSABLE	257	252	242
IMPOSABLE	284	278	268
EXTERIEUR	494	436	365

Lesdites participations seront payables d'avance par périodes et à la semaine.

Possibilité de payer en 3 fois.

VIII- TRAVAUX DE FAÇADE DE L'ÉGLISE SAINT GÉRY – ADOPTION DU PLAN DE FINANCEMENT

Il est nécessaire d'entreprendre des travaux de rénovation des façades de l'église Saint Géry de Maing. Il s'agit d'une opération permettant de préserver ce monument par un traitement des façades grès, brique et pierre. Ces travaux dont le coût est estimé à 57 182,50 € HT sont inscrits au BP 2014.

Il est proposé d'adopter le plan de financement suivant :

TRAVAUX DE FAÇADE DE L'EGLISE SAINT GERY DE MAING			
DEPENSES		RECETTES	
Traitement des façades	57 182,50 € HT	Subvention parlementaire	10 000,00 €
TVA	11 207,77 €	DETR 25%	14295,62 €
		Participation communale	44094,65 €
TOTAL TTC	68 390,27 €		68 390,27 €

Le conseil municipal, entendu ce qui précède et après avoir délibéré, décide à l'unanimité, d'adopter le plan de financement des travaux de façade de l'église St Géry.

IX- DETR – DEMANDE DE SUBVENTION POUR LES TRAVAUX DE FAÇADE DE L'ÉGLISE SAINT GÉRY

Il est proposé au conseil municipal de solliciter de l'Etat une subvention au titre de la DETR (dotation d'équipement des territoires ruraux) pour le financement des travaux de façade de l'église Saint Géry.

Le conseil municipal, entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de solliciter de l'Etat l'octroi d'une subvention au titre de la DETR pour le financement des travaux de façade de l'église Saint Géry.

X – SUBVENTION PARLEMENTAIRE - DEMANDE DE SUBVENTION POUR LES TRAVAUX DE FAÇADE DE L'ÉGLISE SAINT GÉRY

Il est proposé au conseil municipal de solliciter de Mme Anne-Lise DUFOUR, députée, l'octroi d'une subvention de 10 000 € au titre de la réserve parlementaire pour le financement des travaux de façade de l'église Saint Géry.

Le conseil municipal, entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de solliciter de Mme Anne-Lise DUFOUR, députée, l'octroi d'une subvention de 10 000 € au titre de la réserve parlementaire pour le financement des travaux de façade de l'église Saint Géry.

XI - CONVENTION POUR LA CONCESSION DE PLACES DE STATIONNEMENT POUR UN NOUVEAU CABINET DENTAIRE

La SCI MAING DENTISTES a déposé le 01 avril 2014 un permis de construire portant sur la réalisation d'un cabinet dentaire au 14 rue Victor Hugo.

L'instruction du permis de construire a fait apparaître un besoin de 4 places de stationnement.

La SCI MAING DENTISTES sollicite la mise en place d'une convention pour la location de quatre places de stationnement sur le domaine public, afin d'être en conformité avec la réglementation du P.O.S., la parcelle cadastrale acquise pour la réalisation du cabinet dentaire ne permettant pas l'aménagement de ces places de parking.

Le 1er Adjoint rappelle l'importance pour la population maingeoise de garder un cabinet dentaire dans la commune. Les personnes âgées ou sans moyen de locomotion seraient pénalisées par l'absence de cabinet dentaire maingeois. Il est possible – sur le domaine public – face au futur cabinet dentaire et sur le parking de la mairie de mettre à disposition les quatre places de parking exigées par le P.O.S.

Le prix unitaire de la location serait de 200 € par an et la convention pourrait être conclue pour une durée de 15 ans.

Il indique en outre, que le cabinet dentaire comprendra à l'issue de son aménagement global deux salles de soins. Cependant, dans un premier temps, une seule salle de soins sera aménagée et la SCI sollicite de la commune la possibilité d'acquitter une redevance de deux places de stationnement à l'ouverture de la première salle de soins et d'acquitter la redevance des 4 places de stationnement à l'ouverture de la seconde salle de soins.

Le conseil municipal, entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'autoriser la concession à la SCI MAING DENTISTES de 4 places de stationnement pour une durée de 15 ans ;
- d'agréer le loyer annuel de 200 € par place ;
- d'agréer la proposition de la SCI quant au règlement de la redevance ;
- d'accepter de percevoir uniquement la redevance de 2 places de stationnement à l'ouverture de la première salle de soins et de percevoir la redevance de 4 places de stationnement à l'ouverture de la seconde salle de soins.

XII – ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Conformément aux disposition de l'article L2121-8 du code général des collectivités territoriales, un règlement intérieur doit être établi par le conseil municipal dans les 6 mois suivant son installation.

Ce règlement a pour objet de préciser les modalités de détail et de fonctionnement de nos assemblées.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité d'adopter le règlement intérieur proposé.

(règlement intérieur en *annexe 4*)

XIII- RENOUELEMENT DE LA COMMISSION DES IMPOTS DIRECTS – CONSTITUTION DE LA LISTE PREPARATOIRE

L'article 1650 du code général des impôts précise, en son paragraphe 3, que la durée du mandat des membres de la commission communale des impôts directs est la même que celle du conseil municipal et que de nouveaux commissaires doivent être nommés dans les deux mois qui suivent le renouvellement général des conseils municipaux.

Cette commission, outre le maire ou l'adjoint délégué, qui en assure la présidence, comprend 8 commissaires dans les communes de plus de 2000 habitants. Les 8 commissaires titulaires ainsi que les 8 commissaires suppléants sont désignés par les soins de monsieur le directeur des services fiscaux sur une liste de contribuables, en nombre double, dressée par le conseil municipal.

Les commissaires, hommes et femmes, doivent être de nationalité française, âgés de 25 ans au moins, jouir de leurs droits civils, être inscrits au rôle des impositions directes locales de la commune et assurer une représentation équitable des personnes respectivement imposées à chacune des quatre taxes directes locales.

En outre, un commissaire doit être domicilié en dehors de la commune.

Le Conseil Municipal, décide à l'unanimité, d'établir la liste ci-dessous pour validation et transmission au directeur des services fiscaux.

<i>TITULAIRES</i>	<i>SUPPLEANTS</i>
PERSONNES ASSUJETTIES À LA TAXE D'HABITATION	
Monique ATTENCOURT 22 Rue Paul Lafargue 59233 MAING	Gisèle HEBANT 5 rue de Cantraine 59233 MAING
Gérard BOMMELAER, 24C rue Anatole France 59233 MAING	Jean-Charles DEVEMY, 10 rue des Cordiers 59233 MAING
André BAILLEUX, 24 A rue Léon Rucart 59233 MAING	Patrice KOWALCZYK 50 Résidence Rucart 59233 MAING
Daniel DURLIN 5 Ter rue Joliot Curie 59233 MAING	Bernard PAYEN 8 Rue Edouard MANET 59233 MAING
Daniel SOUPLET 6 Bis rue Vanderbecq 59233 MAING	Roger DUBUISSEZ, 42 B rue Vanderbecq 59233 MAING
PERSONNES ASSUJETTIES À LA TAXE FONCIERE BATIE	
Jean CAUDRON 26 rue du 19 mars 1962 59233 MAING	Achille BAUDOUX, 21 place Pierre Cuvelier 59233 MAING
Maurice RIGAUX 7D rue Paul Langevin 59233 MAING	Jeanine BOUCHART née LION, 41B, rue Roger Salengro 59233 MAING
Andrée TROTIN, 3 rue des Tourbières 59233 MAING	Hubert BAVIERE 1 rue du 19 mars 1962 59233 MAING
Christian DOLEZ, 2 résidence Romain Rolland 59233 MAING	Jean-Pierre LIONNE, 9 bis rue Roger Salengro 59233 MAING

<i>TITULAIRES</i>	<i>SUPPLEANTS</i>
PERSONNES ASSUJETTIES À LA TAXE FONCIERE NON BATIE	
Monique VANPEPERSTRAETE, née DELCOUR, 7 Place Cuvelier 59233 MAING	Jean-Louis COLLET, 7 rue des Cordiers 59233 MAING
Thérèse RAMEZ née DE MEYER, 70 rue Pierre Vanderbecq 59233 MAING	Damien RAMEZ, 1 rue d'Artres, 59300 FAMARS - extérieur
Christian MERIAU, 21 A rue des Pâturettes 59233 MAING	Alcide LEMOINE, 114 rue Jean Jaurès 59233 MAING
Marie-Cléomire TONNOIR née DUPONT 196 rue Bantegnie 59233 MAING	Bernard LOTTIAUX, 5 rue de l'Abbé Delbecque 59233 MAING
PERSONNES ASSUJETTIES À LA CONTRIBUTION FONCIERE DES ENTREPRISES	
Ludovic VREVIN, 5 rue Alphonse Dangréaux 59233 MAING	Michel DECORNET, Chemin de la Sablière 59233 MAING
Denis DELSARTE, 15 rue Anatole France 59233 MAING	Patrick DESROUSSEAU, 3 rue Jean Jaurès 59233 MAING
Jean-Luc GOBERT, 160 rue René Franck 59494 PETITE FORET - extérieur	Gérard DEFOSSEZ, 59 rue Pierre Vanderbecq 59233 MAING

XIV - QUESTIONS DIVERSES

Néant